











## *La Douane à votre service*

### **La taxe générale sur les activités polluantes (T.G.A.P.)**

La taxe générale sur les activités polluantes, instituée le 1<sup>er</sup> janvier 1999, a été conçue de telle façon qu'elle vise à modifier les comportements dans un sens plus favorable à l'environnement.

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, elle porte sur huit catégories d'activités polluantes :**

-  Le stockage et l'élimination des déchets, dans des installations de déchets ménagers et dans des installations de déchets industriels spéciaux ;
-  L'émission dans l'atmosphère de substances polluantes ;
-  La production d'huile usagée ;
-  Les préparations pour lessives et les produits adoucissants et assouplissants pour le linge ;
-  Les grains minéraux ;
-  Les mises à la consommation de superéthanol, d'essences ou de gazole ne satisfaisant pas aux obligations d'incorporation en biocarburants ;
-  La non participation au financement du traitement des déchets d'imprimés mis à la charge des distributeurs d'imprimés non sollicités ;
-  L'autorisation d'exploitation et l'exploitation des établissements industriels et commerciaux qui présentent des risques particuliers pour l'environnement.

*Son recouvrement et son contrôle sont assurés par la direction générale des douanes et droits indirects, à l'exception de la catégorie (8), qui relève de la compétence des services chargés de l'inspection des installations classées.*

*La TGAP sur les produits antiparasitaires à usage agricole a été abrogée au 1<sup>er</sup> janvier 2008.*

La présente fiche décrit les modalités de mise en œuvre de la T.G.A.P portant :

- sur la réception de déchets dans les installations de stockage de déchets ménagers et assimilés;
- sur la mises à la consommation de superéthanol, d'essences ou de gazole ne satisfaisant pas aux obligations d'incorporation en biocarburants

### **TGAP APPLICABLE AUX RECEPTIONS DE DECHETS DANS LES INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES**

#### **I - CHAMP D'APPLICATION DE LA T.G.A.P.**

La taxe est exigible sur le territoire douanier défini à l'article 1<sup>er</sup> du code des douanes, soit la France métropolitaine (France continentale et Corse), Monaco, et les D.O.M. (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion).

La taxe s'applique, pour les installations de stockage des déchets ménagers et assimilés, à tous les déchets réceptionnés dans ces installations. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, la taxe s'applique également aux installations d'incinération de déchets ménagers et assimilés.

## II - ASSIETTE ET TAUX

La taxe est assise sur le poids, exprimé en tonnes, des déchets taxables réceptionnés dans une installation assujettie. Le barème des taux, pour les installations de stockage de déchets ménagers et assimilés, est le suivant :

DESIGNATION DES MATIERES OU OPERATIONS IMPOSABLES	UNITE de Perception	QUOTITE (en euros) 2008	QUOTITE (en euros) 2009
TGAP stockage déchets ménagers et assimilés			
Déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets ménagers non autorisée	Tonne	39,41	50
A - Déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets ménagers autorisée EMAS ou ISO 14001	Tonne	8,21	13
A bis - Déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets ménagers autorisée EMAS ou ISO 14001 dont certains tonnages bénéficient de l'altermidialité de transport	Tonne		12,5
B - Déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets ménagers faisant d'une valorisation énergétique du biogaz de plus de 75 %	Tonne		10
C - Autre	Tonne	10,03	15

Les réfections de tarif reprises aux points A bis et B du tableau ci-dessus n'entrant en vigueur qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2009, aucun tarif n'est repris pour l'année 2008.



## III - FAIT GENERATEUR

Le fait générateur de la T.G.A.P. est la réception d'un déchet dans une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés. Un déchet est considéré comme réceptionné lorsqu'il a franchi la limite de l'installation assujettie.

On entend par déchets ménagers et assimilés :

  Les déchets des ménages constitués :

- des ordures ménagères, qu'elles aient été collectées sélectivement ou en mélange ;
- des déchets occasionnels des ménages : déchets encombrants, de jardinage, de bricolage etc ;
- des déchets des collectivités tels que déchets verts, de nettoyage de voirie de marchés etc.

  Les déchets assimilés, c'est à dire les déchets du commerce, de l'artisanat et de l'industrie relevant des mêmes filières d'élimination que les déchets des ménages, communément appelés déchets industriels banals.

## IV - DECLARATION ET EXIGIBILITE

### A) Redevables de la taxe

Les redevables de la T.G.A.P. sont les exploitants d'installations assujetties. Sont notamment concernées les communes, les communautés et districts urbains, les communautés de villes et communautés de communes qui sont gestionnaires de ce type d'installations.

### B) Forme de la déclaration

La déclaration est établie en 2 exemplaires, un exemplaire étant adressé au bureau centralisateur en matière de gestion et de recouvrement de la T.G.A.P, à savoir la recette des douanes de Nice-Port (4, quai de la douane, BP 1459 - 06008 NICE Cedex 1), l'autre étant conservé par le redevable.

**Nota** : pour les collectivités publiques, l'envoi d'un exemplaire de la déclaration à la trésorerie en vue du règlement ne dispense pas de l'envoi d'un autre exemplaire de la même déclaration au bureau de douane de Nice-Port.

### **X) Lieu de dépôt de la déclaration et de paiement**

La déclaration de TGAP concernant les déchets doit être adressée à la recette des douanes de Nice-Port (adresse supra).

Les redevables doivent joindre à la déclaration les pièces justificatives de la réduction de la taxe.

La taxe est acquittée auprès de la recette régionale dont dépend le bureau de douane de rattachement du redevable (recette régionale de Nice). Les redevables doivent indiquer les références de la déclaration sur le moyen de paiement en cas de règlement par virement.

Toutefois, dans la mesure où le paiement du solde et du 1<sup>er</sup> acompte est concomitant au dépôt de la déclaration, certains redevables peuvent être conduits à proposer leur paiement à l'appui de la déclaration auprès du bureau de douane.

Dans ce cas de figure, le bureau de douane, après avoir effectué les contrôles d'assiette relevant de sa compétence, transmet les moyens de paiement à la recette régionale, selon les modalités d'usage

### **Δ) Périodicité et date d'exigibilité**

La T.G.A.P est déclarative : il appartient au redevable d'établir lui-même et sous sa responsabilité la déclaration. Le redevable adresse la déclaration complétée au bureau de douanes au plus tard le 10 avril de chaque année. Les paiements des acomptes provisionnels doivent être effectués avant le 10 juillet et le 10 octobre de chaque année.

### **E) Liquidation**

- **Calcul de la taxe** : la taxe est calculée sur la déclaration par le redevable lui-même. Le montant de la taxe est égal au poids des déchets réceptionnés dans l'installation faisant l'objet de la déclaration pendant l'année multiplié par le tarif en vigueur au cours de cette période. Si le tarif est modifié en cours de période, le déclarant doit distinguer les déchets selon les dates de réception dans l'installation. Les quantités sont exprimées en tonnes.
- **Modalités d'application du montant annuel de taxation** : le montant minimum annuel de la taxe relative aux déchets est de 450 euros par installation. Il est applicable par année civile.

### **Φ) Paiement de la T.G.A.P.**

- **Moyens de paiement** : tous les moyens de paiement sont acceptés. Les redevables peuvent notamment acquitter la taxe soit :
  - ✓ par chèque bancaire libellé à l'ordre du Trésor Public : la certification des chèques, quel que soit leur montant, n'est pas exigée ;
  - ✓ par virement direct sur le compte courant du Trésor à la Banque de France ;
  - ✓ par numéraire.

Le paiement de la T.G.A.P doit être fait par virement directement opéré sur le compte du Trésor ouvert dans les écritures de la Banque de France, lorsque son montant excède **7 600 €**.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application d'une majoration de 0,2 % du montant des sommes dont le versement a été effectué selon un autre moyen de paiement.

Pour les paiements par virement, le redevable doit indiquer le numéro de la déclaration s'y rapportant. Si le virement concerne plusieurs déclarations, les numéros de toutes les déclarations doivent être indiqués.

***Le paiement est simultané au dépôt de la déclaration.***

Les chèques sont adressés avec la déclaration et les ordres de virement doivent être donnés le jour de l'envoi de la déclaration.

L'adresse de la recette régionale de Nice est : 17, rue de l'hotel des postes, 06008 Nice.

Les références de la recette régionale de Nice sont les suivantes :

Titulaire	Recette régionale de Nice
Code banque	30001
Code guichet	00596
N° de compte	0000 T 050023 – clé : 52
Domiciliation	Banque de France Nice

## **Γ) Obligations diverses et contrôles**

### **Obligations des redevables en application du décret n° 99-508 du 17 juin 1999**

**modifié**

Les redevables sont soumis aux formalités particulières prévues par le point I de l'article 8 du décret n° 99-508 du 17 juin 1999, lequel dispose :

"Toute personne physique ou morale assujettie à la taxe générale sur les activités polluantes au titre du I de l'article 266 sexies du code des douanes tient à jour un registre, où sont mentionnés pour chaque livraison de déchets :

- le tonnage et la nature des déchets ;
- leur mode de traitement ;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ;
- la date et l'heure de la réception, l'indication de la date uniquement étant admise ;
- le nom du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ayant effectué la livraison (non exigé en cas d'approvisionnement direct par train ou bateau) ;

Tout exploitant d'une installation de stockage de déchets est tenu d'établir ou de faire établir, pour les installations nouvelles avant leur mise en exploitation et, pour les installations existantes au terme de chaque année, un descriptif du site comportant un relevé topographique et des mesures de densité des déchets en nombre suffisant pour permettre d'évaluer le tonnage des déchets stockés.

Les registres et les descriptifs mentionnés aux deux premiers alinéas servent de documents de référence pour le contrôle de l'assiette de la taxe générale sur les activités polluantes et ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et du service chargé du contrôle.

Comme dans l'ensemble des documents permettant d'établir l'assiette de la T.G.A.P., ces registres et descriptifs sont conservés par les assujettis pendant trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile qui suit celle du dépôt des déclarations.

## **Obligations des redevables liées à l'application d'une réfaction de tarif de TGAP**

Pour bénéficier des réductions de tarif, créées par la loi de finances pour 2009, (dans le cas d'utilisation de l'alternativité ou lorsque l'installation fait l'objet d'une valorisation énergétique du biogaz de plus de 75 %), l'exploitant d'une installation de stockage de déchets est tenu de conserver, pendant trois ans, tous documents de nature à justifier que l'installation peut bénéficier du tarif privilégié.

## **Contrôles**

La T.G.A.P. est "déclarée, contrôlée et recouvrée selon les règles, garanties, privilèges et sanctions prises par le code des douanes" (article 266 *duodecies* du code des douanes).

Les contrôles sont réalisés par les services douaniers sur le fondement des dispositions prévues par ce code.

Les infractions en matière de T.G.A.P. sont prévues et réprimées par les articles 410, 411 et 413 bis du code des douanes.

## **TGAP APPLICABLE AUX CARBURANTS (article 266 quindecies du code des douanes)**

### **I - CHAMP D'APPLICATION DE LA T.G.A.P.**

La taxe est due en France métropolitaine depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, et dans les départements d'outre mer dans lesquels son application a été reportée.

### **II - ASSIETTE ET TAUX**

L'assiette de la taxe est déterminée conformément aux dispositions du 1<sup>o</sup> du 2 de l'article 298 du code général des impôts. Ces dispositions définissent l'assiette de la TVA dite « précompte », due à l'administration des douanes, lors de la mise à la consommation des produits pétroliers du tableau B de l'article 265 du code des douanes.

L'assiette est constituée, pour chaque carburant mis à la consommation, par la valeur forfaitaire telle que déterminée périodiquement (quadrimestre) dans le tableau des droits et taxes applicables aux produits énergétiques, majorée du montant des droits et taxes exigibles lors de la mise à la consommation. Ces droits et taxes sont : les droits de douane, la TIC, la redevance au profit du CPSSP.

Le montant annuel de l'assiette est ainsi constitué de la **somme des assiettes déclarées lors de chaque mise à la consommation des carburants.**

Le taux augmente chaque année dans les proportions suivantes :

1,75 % PCI (pouvoir calorifique inférieur) pour 2006 ; 3,50 % PCI pour 2007 ; 5,75 % PCI pour 2008 ; 6,25 % PCI pour 2009 ; 7 % PCI pour 2010.

Le taux de la taxe est diminué à proportion des quantités de biocarburants incorporés durant l'année considérée, dans les carburants mis à la consommation par un redevable. Cette proportion s'exprime en PCI. Les biocarburants ouvrant droit à déduction du taux de la taxe sont :

- l'éthanol
- l'ETBE
- l'EMHV
- l'EMHA
- l'EEHV
- le biogazole de synthèse

Les quantités de biocarburants incorporés par un opérateur durant l'année s'apprécient par filière (essence/gazole) et ne sont pas fongibles entre elles. L'opérateur qui acquiert des carburants contenant déjà des biocarburants et/ou qui incorpore lui-même un certain volume de biocarburants, calcule un pourcentage total de biocarburants incorporés durant une année considérée, exprimé en volume (rapport entre le volume total d'un bioincorporé annuellement dans un carburant et le volume total de ce carburant mis à la consommation). Ce pourcentage est converti en pourcentage PCI au moyen des tables reprises dans le BOD n°6742 du 9 janvier 2008. Ce dernier pourcentage est déduit du taux de la taxe pour le carburant considéré.

La taxe est due annuellement. Elle est déclarée et liquidée en une seule fois, au plus tard le 10 avril de l'année suivant l'année d'imposition.

### **III - FAIT GENERATEUR**

Le fait générateur de la taxe est la mise à la consommation des essences et gazoles, pour leur seul usage carburant à savoir :

- le SP 95
- le SP95-E10
- le SP 98
- le superéthanol E85
- le gazole, usage professionnel ou non

### **IV - DECLARATION ET EXIGIBILITE**

Les redevables sont les personnes qui mettent à la consommation ces carburants en suite d'importation, en suite de circulation intracommunautaire sous régime fiscal suspensif ou en sortie d'établissements placés sous régime fiscal suspensif (usines exercées et entrepôts fiscaux de stockage). Ils sont importateurs, entrepositaires agréés, opérateurs enregistrés ou non enregistrés, ou représentants fiscaux d'entrepositaires agréés.

La déclaration annuelle (annexes V et Vbis du BOD n°6742) doit établir, par catégorie de carburant (essences et superéthanol d'une part, gazole d'autre part) :

- a) la qualité du redevable
- b) l'assiette taxable, ventilée entre ses différents composantes : valeur forfaitaire, TIC, droits de douane, redevance CPSSP ;
- c) le taux en vigueur ;
- d) le taux exprimé en PCI venant en déduction du taux en vigueur ;
- e) la liquidation de la taxe.

La déclaration est accompagnée de l'intégralité des pièces justificatives reprises ci-après et donne lieu, le cas échéant, au paiement du montant de la taxe dont l'opérateur est redevable.

Les documents recevables au titre des droits à déduction sont :

- les certificats de teneur en biocarburants, accompagnés, pour les redevables détenteurs de stocks en entrepôt fiscal de stockage, de la comptabilité matières de teneur en biocarburants dûment visée par le service des douanes ;
- les certificats de cession.

Les déclarations annuelles doivent être déposées auprès de la direction interrégionale des douanes et droits indirects d'Ile de France – annexe de Boissy-Saint-Léger - TGAP sur les carburants (3, rue de l'Eglise – BP 21 – 94471 Boissy-Saint-Léger cedex). En revanche, le moyen de paiement est adressé à la recette régionale d'Ile de France, sise 14, rue Yves Toudic, 75 010 Paris.

**Septembre 2009**